



**Ce samedi 5 décembre sera une journée de lutte
contre les violences policières et les violences sociales.**

Une police toujours plus violente...

Ces 2 dernières semaines 3 manifestations **contre la loi Sécurité globale** ont eu lieu. La dernière en date, samedi 28 novembre, a rassemblé 200 000 personnes dans les rues de Paris et 500 000 personnes dans l'ensemble du pays. Cette réussite aura au moins permis une petite victoire : l'annonce, ce lundi 30 novembre, de la réécriture intégrale de l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale. La cacophonie la plus complète règne au sein du gouvernement et de la majorité parlementaire qui tente d'éteindre le feu qu'ils ont eux-mêmes allumé.

Pour que cette petite victoire soit une véritable victoire, il faut entretenir ce brasier de contestations. Nous ne sommes pas dupe, le gouvernement essaie de sortir l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale... pour mieux inclure ses dispositions dans l'article 25 de la loi sur le séparatisme. Et les articles 21 et 22 sont toujours là, visant l'instauration d'outils de surveillance de masse. L'utilisation des drones avec caméras (article 22) menace la liberté d'expression et de manifestation et rend illusoire la protection des sources des journalistes et des lanceurs et lanceuses d'alerte. Aucune annonce du gouvernement pour s'attaquer aux violences policières, au racisme qui gangrène la police française. D'ailleurs, les populations défavorisées subissent bien plus les violences policières que les voyous des beaux quartiers (Patrick Balkany, Carlos Ghosn,...).

Témoin des violences policières à République, Médecins Sans Frontières porte plainte contre le Préfet de Police de Paris :

<https://www.msf.fr/communiqués-presse/témoin-des-violences-policières-a-republique-medecins-sans-frontières-porte-plainte-contre-le-prefet-de-police-de-paris>

... auxquelles s'ajoutent des violences sociales

Samedi nous défilerons aussi pour défendre le **droit à l'emploi et le droit au chômage**. Alors qu'il est annoncé entre 800 000 et un million de chômeurs et chômeuses supplémentaires d'ici la fin de l'année, le gouvernement persiste à appliquer sa politique de destruction des droits des chômeurs et chômeuses. Nous avons obtenu une victoire contre cette réforme. La réforme prévoyait de changer le mode de calcul des allocations chômage en se basant sur la totalité de la période de référence et non plus seulement les jours travaillés. Cela aurait entraîné une baisse moyenne des allocations de 22 % ! Mais mercredi 25 novembre, le Conseil d'État, saisi par les organisations syndicales, a annulé cette disposition estimant qu'« elle porte atteinte au principe d'égalité ».

Il faut continuer la lutte pour obtenir le retrait pur et simple de la réforme de l'assurance-chômage. Entre novembre 2019 et février 2020, 100 000 personnes étaient privées de leur droit à l'indemnisation du chômage. Le durcissement des conditions d'ouverture de droits et de rechargement va continuer à exclure des centaines de milliers de personnes de l'assurance chômage. En parallèle, les contrôles de la recherche d'emploi ont repris comme avant le premier confinement, et ce dans un contexte où les licenciements se multiplient. Pour mieux comprendre cette réforme, nous vous conseillons la lecture de cette BD : <https://emmaclit.com/2019/11/29/2020/> (datant d'avant la décision du Conseil d'État).

« Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. » article 23 de la déclaration universelle des droits de l'Homme.
Ce samedi, nous défilerons pour réclamer, une nouvelle fois, la simple application de cet article.

La précarité progresse, la pauvreté augmente, le tout avec une répression policière accrue.

Il est possible de faire reculer le gouvernement pour stopper ses politiques et lois de plus en plus violentes et autoritaires.

Nous n'obtiendrons rien sans mobilisation ! Donc le 5 décembre, soyons toutes et tous dans la rue contre la loi Sécurité globale, la loi sur le séparatisme, la précarité, le chômage, et pour l'égalité des droits !!!

**Rendez-vous demain à 14 heures
à la Porte des Lilas
pour participer à la manifestation en direction de République**

N'oubliez pas votre masque et votre attestation :

<https://solidaires.org/IMG/pdf/attestation-de-d-placement-d-rogatoire-5-d-cembre-2020-13h30.pdf?27706/dbc347e9536ed1620db23beb18b4ba8e211b6251>

Section Sud DG